

Et le vieux con dit d'avancer¹

Une critique de la désinflation compétitive

Maxime Durand, *Critique communiste* n°126-127 janvier 1993

Comme l'indique clairement son titre, cet article se limite à un bilan critique de la politique économique dite de désinflation compétitive, qui s'incarne en la personne de Bérégovoy. Certains aspects spécifiques de la politique menée par le PS depuis bientôt dix ans - avec au début la participation du PC, et un intérim de la droite pendant deux ans - ne seront donc traités que par la bande, mais c'est bien du noyau dur du social-libéralisme dont il est question ici.

La mise en place

La gauche n'était pas venue au pouvoir sur un programme très radical, mais elle n'avait pas non plus comme projet de restaurer l'esprit d'entreprise, de favoriser les revenus des riches, de regonfler la Bourse, etc. Comprendre non seulement les raisons mais aussi les modalités plus concrètes de ce qui est quand même un renversement assez fantastique est un travail qui reste en partie à entreprendre, et qui, bien sûr, ne relève pas exclusivement de l'économie.

Le plus difficile consiste à faire la part des choses entre les erreurs d'analyse, le machiavélisme, l'incohérence du projet lui-même, et les événements extérieurs imprévus. Commençons par balayer une interprétation assez répandue, et qui tient lieu d'histoire officielle chez les réformistes : la gauche française aurait eu en 1981-82 le malheur de relancer trop tôt, en escomptant une reprise de l'économie mondiale qui ne devait arriver que plus tard. Elle aurait donc eu à pâtir d'une erreur d'ordre technique de prévision par rapport à une réalité économique mouvante : en quelque sorte une bonne volonté mal récompensée ! Cette explication ne tient évidemment pas la route. Même si l'on admet en effet la thèse de l'erreur d'interprétation, celle-ci ne devait pas forcément conduire à freiner des quatre fers, puis à faire machine arrière. Le débat qui a opposé entre 1982 et 1983 les partisans de la rigueur et ceux que l'on a affublés à l'époque du qualificatif d'« albanais » ne portait pas sur de simples considérations techniques.

Notre interprétation est différente, et part du fait qu'il n'existait plus au début des années quatre-vingt de marge de manoeuvre pour une gestion social-démocrate du capitalisme. Si décalage il y a eu, c'est donc entre la représentation réformiste que la gauche avait de l'économie à cette époque et la profondeur de la crise du système. Un tel constat - qui pouvait d'ailleurs s'appliquer à l'époque à l'ensemble des pays - s'inscrivait dans une périodisation assez simple, qu'il convient de rappeler une nouvelle fois. Après la première récession généralisée de 1974-75 (les bourgeois disent choc pétrolier), tous les gouvernements de l'époque ont réagi comme s'il s'agissait d'un problème de réglage conjoncturel. En France, il y a eu ainsi une relance Chirac à la fin de 1975. Tout le monde pensait à l'époque que l'on pourrait se sortir aisément de la récession à l'aide de politiques de relance, dites keynésiennes par référence à l'économiste anglais Keynes. Peu à peu, il a fallu déchanter : après une brève reprise en 1977-78, les économies s'enfoncèrent de concert dans une seconde récession généralisée étalée sur les années 1980-82. Les bourgeoisies prirent peu à peu conscience de la profondeur de la crise et se tournèrent vers des recettes visant cette fois à un rétablissement du taux de profit. Pour mener cette politique, des gouvernements libéraux arrivèrent au pouvoir : Thatcher, Reagan et Kohl pour citer les principaux. En France, la gauche accède au pouvoir à contretemps par rapport à cette réorientation générale des politiques économiques bourgeoises, et ce déphasage contribue à son incapacité à mener à bien son projet.

¹ Graeme Allwright, *Jusqu'à la ceinture*, 1968.

Mais surgit immédiatement une autre question : jusqu'à quel point le PS avait-il vraiment l'intention de « changer la vie » ? On peut aller jusqu'à imaginer une pédagogie de l'échec, le gouvernement cherchant à faire la démonstration, au regard des effets contraires de sa relance, qu'il n'y avait pas d'espace pour une telle politique. C'est une question qui reste ouverte, mais à laquelle on ne peut répondre en postulant à l'intérieur du PS - sans même parler du PC - une parfaite cohérence des projets, et des visions à moyen terme bien établies. Le fait que Bérégofoy ait pu se ranger en 1982-83 dans le camp de ceux qui préconisaient la sortie du Système Monétaire Européen, pour mener deux ans plus tard une politique violemment libérale, montre l'ampleur des reclassements possibles.

Reste le fond politique de l'affaire : le rétrécissement du champ laissé à une politique de relance a fait surgir, peut-être plus tôt que prévu, la nécessité d'effectuer des ruptures fondamentales avec le système pour assurer la viabilité d'une telle politique. Le moment du choix est sans doute arrivé plus vite que l'on avait pu l'imaginer, ou l'espérer, en fonction d'un dosage très variable de machiavélisme ou d'aveuglement délibéré. Les deux volets d'une telle rupture portaient sur l'attitude à adopter par rapport à deux mécanismes essentiels du capitalisme contemporain : la contrainte extérieure, d'une part, la contrainte du profit, de l'autre. Dans les deux cas, il s'agissait d'imposer à la machine économique d'autres règles de fonctionnement. Cela supposait d'utiliser tous les leviers disponibles (secteur public, système bancaire, politique de change, etc. en vue de maîtriser les échanges extérieurs de marchandises et de capitaux, et de faire face à la grève de l'investissement à l'intérieur. Une telle politique était possible, mais elle supposait un degré d'affrontement avec la bourgeoisie nationale et internationale bien supérieur à ce que la gauche était décidée à assumer. L'erreur qu'elle a éventuellement commise consiste donc plutôt en une sous-estimation de ce nécessaire degré de coercition : elle a pensé qu'il était possible de retarder les échéances et de louvoyer entre les contraintes.

En ce sens, on peut parler de tournant vers la rigueur dans la mesure où il a consisté à adresser deux messages clairs aux classes dominantes. A l'intérieur, la priorité à la désindexation des salaires et le refus d'utiliser le secteur public ou le crédit nationalisé, signifiaient à la bourgeoisie qu'elle gardait les leviers de commande de l'économie et que l'on répondrait à son exigence centrale d'une baisse des coûts salariaux. Vis-à-vis de la bourgeoisie internationale, la décision de rester dans le Système Monétaire Européen revêtait une signification analogue : le gouvernement de gauche français s'engageait solennellement à ne pas remettre en cause les règles du jeu internationales.

La fuite en avant

Les années 1984-85 représentent, après le tournant vers la rigueur, la période de mise en place et de systématisation d'un libéralisme (de gauche) à la française, dont la bannière porte cette fameuse devise de désinflation compétitive. Cette volte-face absolue constitue un phénomène assez fascinant, dont on peut d'ailleurs trouver l'équivalent dans d'autres domaines : l'enthousiasme, et même le dogmatisme, des nouveaux convertis sont toujours un spectacle étonnant. Ce qui frappe en effet, et que l'on mesure mieux avec le recul du temps, c'est que la gauche s'est mise à en faire trop. Les spécialistes de l'économie financière emploient l'expression assez parlante d'*overshooting* qui désigne la tendance à répondre trop fort aux impulsions du marché financier, de telle sorte que l'on entretient ses brusques oscillations. Bérégofoy est l'exemple vivant de ce mécanisme.

Nous n'avons évidemment pas de raison particulière de lui en vouloir. Mais il incarne tellement bien ce type de logique, que l'on serait en droit de personnaliser cette politique et parler de bérégovoyisme. A partir du moment où la nouvelle orientation a été définie, Bérégovoy s'est mis à la défendre avec une emphase (certains diraient plutôt enflure), une conviction dogmatique, voire un fanatisme absolument saisissants. Le cours du franc est devenu le sens de sa vie, et la reconnaissance par le patronat sa seule ambition. D'une certaine manière, une telle logique peut acquérir une relative autonomie qui peut conduire - on y reviendra plus loin - à ce paradoxe que la politique de Bérégovoy n'est sans doute plus la meilleure du point de vue de la bourgeoisie, alors même que l'intéressé considère sans doute de bonne foi que cette obstination correspond à ce que l'on attend de lui.

A partir du moment où l'on renonce à un système de références idéologiques ou politiques, autant tout jeter par-dessus bord et aller sans perdre de temps se ranger dans l'autre camp. C'est exactement la démarche du PS au milieu des années quatre-vingt. Fabius, au Ministère de l'industrie, rompt définitivement avec toute politique industrielle et toute velléité de se servir du secteur public et nationalisé. Mitterrand met son poids dans la balance et reprend entièrement à son compte l'argumentation traditionnelle de la droite sur le poids excessif des prélèvements obligatoires. Enfin, Bérégovoy libère les marchés financiers de leurs entraves : c'est l'explosion de la Bourse, du Matif, de revenus du capital à peu près intégralement exemptés d'impôts, etc.

Après la pratique de la désindexation, qui prétendait lutter contre l'inflation, mais s'attaquait en réalité aux salaires, cet ensemble de réorientations dessinent un spectaculaire virage à 180°. A l'époque, on pouvait avoir l'impression qu'il s'agissait de glissements successifs, de retraits tactiques, de pauses provisoires. Aujourd'hui, avec un peu de recul, on est au contraire impressionné par le caractère parfaitement systématique de ces abandons.

Il y a donc derrière tout cela une cohérence, qui s'organise et s'arc-boute, pourrait-on dire, autour de cette fameuse désinflation compétitive. Il est peut-être temps maintenant d'en venir plus précisément à la définition de cette notion. La meilleure façon de le faire consiste à se reporter aux bons auteurs, en l'occurrence au directeur du Trésor lorsqu'il expose les quatre piliers fondamentaux de la désinflation compétitive :

- « - une politique monétaire visant à la meilleure maîtrise possible de l'inflation ;
- une politique de finances publiques équilibrée, dans toute la mesure du possible plus sage que celle mise en oeuvre par nos partenaires ;
- une politique de maîtrise des coûts dans l'économie visant à assurer à notre secteur productif la meilleure compétitivité possible dans son environnement naturel de marché qui est l'Europe ;
- enfin, une politique de réformes structurelles, visant à donner à notre économie le plus grand dynamisme possible et à y développer la concurrence »².

La mise en oeuvre de ces quatre préceptes conduit, à en croire ce haut fonctionnaire, à un bilan positif qu'il ne craint pas de synthétiser en écrivant : « Nous avons la possibilité de croître plus vite que la moyenne de nos partenaires, de créer plus d'emplois, et donc de rattraper notre retard de chômage ». Cette affirmation est bien sûr parfaitement inexacte, et les données figurant dans le document de Bercy permettent de le démontrer. Entre 1986 et 1991, la croissance de la France a été en moyenne de 2,85 %, contre 2,87 % pour la CEE, et 2,91 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE.

² Jean-Claude Trichet, « Dix ans de désinflation compétitive en France », *Les notes bleues de Bercy*, 16 octobre 1992.

Cette possibilité de croître plus vite n'existe donc que dans l'imaginaire bérégovoyesque : la France n'a dépassé ses concurrents que pendant quelques trimestres en 1988-1989 et aussi, pour être précis, durant 1992, où l'économie française a un peu moins freiné que l'ensemble. Mais sur l'ensemble de la période, la croissance française se situe strictement dans la moyenne.

Au-delà de ces rodomontades peu convaincantes, il convient de revenir sur cet exposé des motifs, qui permet de constater à quel point la bourgeoisie française - comme les autres d'ailleurs - manque de projet cohérent. On peut par exemple méditer sur cette idée apparemment si raisonnable consistant à préconiser une politique « dans toute la mesure du possible plus sage que celle mise en oeuvre par nos partenaires ». Si l'on gratte bien, cette sagesse dissimule mal l'absurdité fondamentale dans laquelle se meuvent les gestionnaires du capitalisme : existe-t-il en effet un principe interdisant à nos « partenaires » de faire preuve, eux aussi, de sagesse ? Faut-il s'inventer des partenaires indécrottablement stupides avec lesquels il ferait bon coopérer tant leur sottise nous permettrait d'améliorer la bonne santé de notre économie ? Cette sagesse, qui n'a pour elle que la forte évidence du bon sens, ne risque-t-elle pas de conduire à une véritable catastrophe, si tout le monde devient sage en même temps ?

Nous nous trouvons ici à l'opposé de la morale kantienne, selon laquelle un précepte n'est bon que s'il peut s'appliquer à tous : en économie, apparemment, une mesure n'est sage que si tous les autres se gardent de la prendre. Ce point est décisif, et il faut bien en prendre conscience, parce qu'il est au centre du débat économique sur le traité de Maastricht. Le danger de surenchère est en effet démultiplié si tous les pays s'engagent à mener en même temps ce type de politiques qui, en se renforçant les unes les autres, tendent à enclencher un mécanisme de boule de neige débouchant sur l'arrêt de la croissance. C'est seulement dans la mesure où la sagesse de Bérégovoy n'a pas réussi à s'imposer partout que l'économie mondiale a mis plusieurs années avant d'arriver là où elle devait forcément arriver, c'est-à-dire à cette situation d'enlisement où nous nous trouvons aujourd'hui.

Comme son nom l'indique, l'objectif central de la désinflation compétitive, c'est la maîtrise de l'inflation et des coûts, que l'on peut regrouper puisqu'il s'agit en réalité de faire baisser les salaires et de rétablir les profits. Du point de vue de la bonne gestion capitaliste, l'une des réussites les plus affirmées de la politique de gauche, c'est assurément le rétablissement du taux de marge des entreprises. Au début des années quatre-vingt, le profit représente 26 % de la valeur ajoutée des entreprises et, dix ans plus tard, cette proportion est passée à 33 %. Ce déplacement est considérable, et repose essentiellement sur un freinage brutal de la progression du pouvoir d'achat salarial.

La mécanique de la désinflation compétitive

Sur cette base, aurait dû, à en croire les conseillers du pouvoir, s'enclencher une évolution favorable permettant d'envisager une sortie de crise, dont les principales composantes auraient été les suivantes :

1. recul de l'inflation ;
2. garantie d'un franc fort ;
3. baisse des taux d'intérêt ;
4. reprise des exportations ;
5. reprise de l'investissement et de la croissance ;
6. création d'emplois.

Nous allons montrer pas à pas pourquoi cette belle mécanique a fonctionné à vide et n'a pas réussi à tenir ses promesses en ce qui concerne l'économie réelle, du côté de la demande et de l'emploi. Du coup, les supposés succès remportés dans la sphère financière apparaissent comme des réussites superficielles et même fondamentalement malsaines.

L'inflation

Grâce à la propagande officielle, personne ne peut ignorer que l'inflation en France est inférieure à ce qu'elle est en Allemagne. Mais est-ce un bien en soi ? Non, surtout si ce résultat a été acquis sur la base d'un chômage accru. Et c'est là qu'il faut insister sur l'un des mécanismes les plus fondamentaux du système, qui est la pression exercée par le chômage sur la progression du salaire réel. Tous les économistes libéraux ne font que retrouver l'analyse bien connue de Marx à propos de ce qu'il appelait l'armée industrielle de réserve. Et ces messieurs, qui n'ont pas lu Marx, et qui, au contraire, ont appris durant leurs études que le plein emploi était un acquis irréversible du capitalisme moderne, ont l'impression d'inventer quelque chose en redécouvrant le lien entre taux de chômage et salaire réel. Mais, alors que les marxistes en tirent un argument critique contre le capitalisme, les experts cherchent à utiliser ce mécanisme comme un instrument de réglage du salaire. Les théories actuelles consistent à calculer des *Nairu* ou des *Nawru*, autrement dit les taux de chômage « naturels », entendez ceux qui garantissent la stabilisation de l'inflation. L'observation permet de découvrir alors qu'il faut de plus en plus de chômage pour arriver à ce résultat. Bien sûr, ces experts ne sont pas payés pour calculer ce que pourrait être un niveau « naturel » des salaires, celui en dessous duquel on vit mal.

Leurs analyses contribuent à placer au centre des préoccupations de politique économique ce dilemme inflation-chômage et c'est pourquoi la baisse de l'inflation - telle qu'elle a été obtenue - a quelque chose à voir avec la montée du chômage. Disons-le autrement : toute cette culture économique d'Etat tend à faire que la baisse du chômage n'est pas un bien en soi. Avec les schémas que tous ces gens ont dans la tête, moins de chômage, cela veut dire plus de revendications salariales (ils disent « risque de dérapage inflationniste »), et c'est pourquoi leurs discours officiels sur la priorité à l'emploi est pure hypocrisie. Tous ces économistes-là ont d'ailleurs raison, de leur point de vue : le capitalisme est aujourd'hui si fragile qu'il ne peut sans doute se passer de ce volant de chômage. Aujourd'hui, il devient de plus en plus difficile de dissocier la lutte contre le chômage et la lutte contre le capitalisme.

Le franc fort

On touche là, en partie, à l'irrationnel. Certes, personne ne va demander par principe plus d'inflation, ou des dévaluations plus fréquentes, d'autant plus que celles-ci, dans le passé, ont toujours été accompagnées d'offensives contre les salaires. Le mouvement ouvrier n'a donc pas à exprimer de goût particulier pour le laxisme monétaire. Mais de là à conditionner tous les autres objectifs à la monnaie, il y a un pas qui est franchi depuis longtemps. A la limite, le recul de l'inflation n'apparaît que comme un moyen de préserver le franc par rapport au mark, et ce que l'on a pu dire à propos de son coût indirect vaut aussi pour la défense du franc. Le maintien de la parité franc/mark n'apporte pas en soi d'avantage décisif, et l'examen des autres pays montre une très grande diversité de situations : entre des pays rattachés de fait au mark depuis longtemps, comme la Belgique ou les Pays-Bas, et des pays beaucoup plus laxistes comme l'Italie, on ne peut dire que certains aient vraiment mieux tiré leur épingle du jeu que d'autres. La Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie ont sur les années récentes cherché à maintenir à tout prix des taux de change très élevés, peu conformes avec l'évolution de leurs prix, et c'est en grande partie cette obstination qui a fait craquer le corset du Système Monétaire Européen.

En revanche, la défense de la parité du franc à un niveau élevé, sans que l'on puisse d'ailleurs parler de surévaluation, a coûté très cher du côté des taux d'intérêt. Pour convaincre les opérateurs sur le marché des changes, que cette fois-ci c'est pour de bon, que l'on ne va pas dévaluer dans six mois, il faut utiliser le seul argument qu'ils comprennent : à savoir une prime de change, autrement dit un taux d'intérêt plus élevé que ce que l'on peut avoir sur le mark. Dès lors, la politique monétaire devait être strictement alignée sur celle de l'Allemagne, quitte à subir les contrecoups de l'unification. Aujourd'hui encore, comme on a pu le vérifier récemment, le franc ne peut se défendre seul contre les attaques spéculatives et, surtout, la Banque de France n'a pas encore la crédibilité suffisante pour amorcer de manière autonome une descente des taux d'intérêt, dont l'économie française aurait bien besoin. C'est pourquoi, même sur ce terrain, rien n'est jamais acquis. Si la poussée spéculative contre le franc en septembre dernier a été repoussée avec succès, ces attaques semblent continuer, et un réajustement entre le franc et le mark n'est pas entièrement exclu. Si cela survenait avant les élections de mars, Bérégovoy passerait alors à l'histoire comme le parfait Gribouille de l'économie.

Les taux d'intérêt

L'arrimage du franc au mark implique, on l'a vu, le maintien de taux d'intérêts élevés, et s'alignant sur les taux allemands. Cependant, cette nécessité n'est pas absolument liée à la défense du franc à son niveau de parité actuel : elle est l'expression des contradictions du système monétaire international, du rôle dissymétrique que joue chaque monnaie, etc.

Même si le franc dévaluait ou avait dévalué, cela en soi n'aurait pas donné une marge d'autonomie très grande aux taux d'intérêts français, dès lors que la libre circulation des capitaux aurait continué à exercer le chantage permanent. Si un pays décidait de baisser unilatéralement ses taux d'intérêts, il serait immédiatement confronté à des problèmes de sorties de capitaux flottants, donc à des problèmes de balance des paiements, venant en fin de parcours peser sur la monnaie elle-même.

Pour dégager des marges de manoeuvre il faudrait combiner deux types de mesures : vis à vis de l'extérieur, les mouvements de capitaux devraient être réglementés (dans les deux sens) et à l'intérieur, l'objectif devrait être une déconnexion des taux par rapport à ceux du marché mondial. Les tenailles qui se referment sur la politique économique de Bérégovoy résultent donc du choix fait une fois pour toutes en faveur du néo-libéralisme.

Les experts gouvernementaux attribuent au niveau des taux d'intérêt un rôle décisif dans la faible croissance actuelle. Le XIème Plan prévoit ainsi que la croissance mondiale entre 1993 et 1997 restera « bridée » par le niveau excessif des taux d'intérêt réels à long terme et par l'évolution trop divergente des différentes économies. Cette analyse renverse l'ordre des facteurs : c'est la faible croissance qui crée les taux d'intérêts élevés. Cela, les marxistes sont mieux placés pour le comprendre, avec leurs petits schémas simplistes.

Voici le raisonnement : depuis quelques années, nous nous trouvons dans une situation où le profit a été rétabli, mais au prix d'un freinage progressif de tous les débouchés. Il y a donc peu d'incitation à investir, et il se dégage ainsi une masse de plus-value qui est distribuée, par l'intermédiaire des taux d'intérêt, vers les détenteurs privés du capital, et ainsi recyclée vers la consommation des riches. C'est la raison d'être profonde de la tendance à la financiarisation et de la montée des taux d'intérêt, que tend ensuite à durcir la concurrence entre grandes puissances sur le terrain de la captation des capitaux.

La raison de fond pour laquelle la croissance mondiale sera poussive dans les cinq ans à venir, c'est l'absence de débouchés auxquels le capitalisme puisse répondre tout en maintenant sa rentabilité. Du coup, d'ailleurs, ce profit restauré mais utilisé en partie seulement à

l'accumulation de capital productif, va de nouveau avoir tendance à se dégrader sous l'effet d'une croissance trop faible, et du gonflement des capacités de production oisives. Pour plus de détails, aurait-on envie de dire à nos experts, veuillez vous reporter au Capital.

Les prétendus succès du commerce extérieur

L'amélioration récente des divers indicateurs du commerce extérieur industriel est indéniable, mais ne permet pas de parler de succès. Le diagnostic correct est le suivant : le rétablissement du commerce extérieur récent a épongé les effets les plus terribles des premières années de la fameuse politique de désinflation compétitive. C'est le directeur du Trésor qui l'écrit : « Ces gains de parts de marché français constituent, pour une grande partie, un rattrapage des pertes antérieures et le retour à une situation plus normale »³.

Mais ce rétablissement n'implique pas une amélioration de la compétitivité globale de l'économie : la France n'a pas modifié son rang dans la division internationale du travail. Les succès récents ont été en effet obtenus à partir de deux éléments qui ne peuvent suffire à définir un progrès structurel : d'une part, la reprise allemande qui a tiré les exportations, d'autre part le freinage de l'économie française, et en particulier le recul très net de l'investissement. Le commerce français s'est rétabli dans la mesure où les entreprises françaises n'investissent plus. Citons encore une fois notre expert incontestable : « les importations se sont infléchies en 1991 en raison du ralentissement de la demande intérieure (...) notamment pour ce qui concerne les investissements des entreprises »⁴.

Le grand argument à la mode, c'est de dire que la France est dorénavant la mieux placée pour profiter de la prochaine reprise ! Comme on le voit, nos économistes officiels n'ont pas peur du ridicule. Le seul problème c'est que cette très hypothétique reprise s'accompagnerait immédiatement d'une nouvelle dégradation du commerce extérieur, dès lors que les entreprises recommenceraient à investir. Par ailleurs, les exportations françaises restent très sensibles aux prix : il est assez comique d'entendre les mêmes experts, qui nous expliquent que la dévaluation du franc serait une folie, se lamenter parce que l'Italie, l'Espagne, le Portugal et le Royaume-Uni, qui viennent de dévaluer vont nous piquer nos marchés ! D'ailleurs, cette inquiétude montre rétrospectivement que la compétitivité-prix de l'économie française s'est surtout améliorée en raison des politiques encore plus extravagantes de surévaluation des monnaies voisines, plutôt qu'en raison des vertus intrinsèques de la désinflation compétitive. Tout ceci en tout cas montre à quelles politiques démentes de surenchère conduisent le partage de la sagesse entre les nations.

Enfin, la priorité donnée aux considérations de prix a détourné la politique industrielle d'autres objectifs. L'assainissement de l'économie française a été conçu pour l'essentiel à coup d'austérité salariale et de dégraissages d'effectifs. Les autres instruments, visant à élever la qualification des travailleurs, à investir dans la recherche et les infrastructures, à mettre en place un tissu industriel plus dense et moins perméable à la concurrence extérieure, ont été négligés. Le rapport Gandois du XIème Plan sur la compétitivité est de ce point de vue un réquisitoire assez terrible des effets pervers d'une politique toute entière centrée sur le coût salarial, dont ce même rapport, de manière significative, ne dit d'ailleurs pas un mot. Alors qu'il prétendait concurrencer l'Allemagne, Bérégovoy a de fait mené une politique digne du Mexique. Les grands groupes industriels français, peu encouragés par un marché intérieur cassé par une telle politique, ont réagi de la manière la plus logique qui soit, en allant investir sur des marchés plus dynamiques, notamment aux Etats-Unis.

³ Jean-Claude Trichet *op.cit.*

⁴ Jean-Claude Trichet *op.cit.*

L'investissement et la croissance

Pendant quelque temps, autour de 1989, on a pu croire que le modèle de la désinflation compétitive finissait par porter ses fruits. La croissance reprenait, et surtout l'investissement, tiré par les exportations. Notre analyse à l'époque - qui allait à contre-courant des discours euphoriques, par exemple d'un Rocard annonçant la fin de l'austérité - a toujours consisté à affirmer qu'il ne s'agissait que d'une reprise sans lendemain, d'un feu de paille. Nous avions raison, sur la base de l'argument selon lequel ces évolutions ne représentaient que de simples rattrapages. Les entreprises investissaient surtout pour compenser une quasi-décennie de faible investissement qui avait contribué à rétrécir leurs capacités de production. Et effectivement, une fois cette mise à flot réalisée, l'investissement a de nouveau rapidement chuté. La raison de fond était que le principal moteur du capitalisme contemporain - à savoir la demande émanant des salariés - restait bloqué par une politique d'austérité inchangée.

L'emploi

C'est évidemment le point noir central de la décennie, qui vient gangrener toute notre société et pervertir l'ensemble des rapports sociaux. C'est la fausse priorité de Bérégovoy qui a toujours été plus intéressé par le cours du franc que par le nombre de chômeurs. Il faut l'affirmer clairement : le chômage est le produit naturel de la politique de désinflation compétitive. Ce n'est pas un défaut que l'on pourrait corriger et il ne s'agit pas non plus d'un moment difficile à passer, d'une transition douloureuse. Avec la politique de désinflation compétitive, la France s'est installée durablement dans une société du chômage, de l'exclusion, de la précarité. Dans le meilleur des cas, on aura toujours 10 % de chômeurs en l'an 2000, et ce maintien sur dix ans de plus ne représenterait pas bien sûr un quelconque statu quo mais une étape supplémentaire vers la mise en place d'une société duale que l'on peut qualifier sans exagération de forme moderne de barbarie. De cette régression, Bérégovoy est responsable et coupable.

Le point de non retour

Le paradoxe de la situation actuelle, où les bourgeoisies les plus maastrichtiennes parlent de plans de relance tout en annonçant de terribles mesures d'austérité, n'est qu'apparent, et renvoie en fait à l'un des symptômes les plus manifestes d'une crise profonde du système capitaliste. Aujourd'hui enfin, il y a un espoir que les travailleurs se convainquent qu'il ne s'agit pas là d'une incantation éternelle mais de la substance même des obstacles auxquels ils se heurtent dans leur vie quotidienne.

Dans la mesure où Bérégovoy aura contribué à cette prise de conscience, il aura peut-être, sans le savoir, livré une leçon de choses utile. Mais, pour l'instant, nous nous trouvons dans une impasse problématique : il faut bien comprendre que la politique de désinflation compétitive, et la gestion néo-libérale en général, sont arrivées à un point où leurs effets pervers ne peuvent plus être maîtrisés et commencent à l'emporter, même du point de vue capitaliste, sur leurs avantages. Et, encore une fois, la valse-hésitation des politiciens et des dirigeants bourgeois, correspond à une contradiction de fond, que les marxistes ne se lassent pas de souligner : à quoi bon un profit rétabli, si personne ne peut acheter ?

Seulement, ce qu'il faut comprendre aussi - et c'est ce que le duo Bérégovoy-Balladur personnalise parfaitement - il n'y a pas d'alternative sérieuse à droite, pas d'espace pour une politique dite keynésienne. L'élection de Clinton, et la véritable catastrophe sociale qui conclue dix ans de thatcherisme en Grande-Bretagne rendent apparemment plausibles un retour à un discours réformiste « à l'ancienne ». Par réaction aux dogmes néo-libéraux, on va de nouveau

parler d'intervention de l'Etat, d'investissements publics, de politique industrielle, etc. Toute notre analyse débouche sur un pronostic central qui est l'absence de marge de manoeuvre suffisante pour que ce type de politique rende possible ne serait-ce qu'une amélioration dans le domaine du chômage.

Nous esquisserons ici rapidement cette démonstration, autour de quelques arguments. Le premier concerne la nécessité de l'assainissement financier : dans le cas des Etats-Unis, par exemple, le montant du déficit public, de l'ordre aujourd'hui de 5 % du PIB, limite les possibilités de politiques de relance de nature keynésienne. Il en va évidemment de même dans tous les pays européens où ce déficit est considéré comme déjà trop élevé et où des taux d'intérêt réels proprement démentiels rendent son financement extrêmement coûteux.

A côté de ces contraintes d'ordre économique, il en est de nature plus politiques : l'orientation libérale prise à des degrés divers dans tous les pays capitalistes avancés ne peut pas être inversée du jour au lendemain. Il y a donc un effet d'inertie spécifique aux trajectoires des hommes politiques, mais également des raisons plus structurelles. Ainsi les fiscalités actuelles matérialisent les configurations de classe qui se sont dégagées au cours de la décennie libérale, et correspondent bien à cette nouvelle logique de fonctionnement inégalitaire du capitalisme.

L'un des éléments-clés d'une politique économique réformiste serait une « contre-réforme » fiscale revenant sur les distorsions introduites au détriment des salariés et en faveur des revenus du capital. Or, les gouvernements n'en ont pas la capacité politique ; même Clinton autolimita par avance son programme fiscal aux détenteurs des revenus très élevés et ne pourra donc dégager un volant financier de très grande ampleur.

La période de marasme économique dans laquelle s'enfonce aujourd'hui le capitalisme s'accompagne par ailleurs d'un durcissement de la concurrence entre grands ensembles économiques, dont la négociation du Gatt donne un exemple récent. Mais cela veut dire aussi qu'il est de plus en plus difficile de trouver les conditions d'une concertation garantissant la viabilité de politiques concertées de relance, notamment au niveau européen. Dans ces conditions, le premier pays à s'engager sur cette voie serait immédiatement frappé par un déficit du commerce extérieur accru et une pression très forte s'exerçant sur sa monnaie.

Enfin, cette situation bloquée renvoie à des raisons de fond qui découlent directement de notre analyse théorique : il n'existe pas de demande solvable potentielle qu'une politique de relance classique permettrait d'« activer » afin de faire redémarrer la machine. On retrouve là cette contradiction qui pèse comme une chape de plomb sur la dynamique de l'accumulation : le pouvoir d'achat distribué ne revient pas au capitalisme là où il faudrait, parce qu'il ne se porte pas sur des productions rentables et/ou porteuses de gains possibles de productivité.

« On avait de l'eau jusqu'au cou »⁵

La rigidité névrotique de la politique menée par Bérégovoy admet évidemment une dimension pathologique, d'où le titre choisi pour cet article. La meilleure preuve en est que certains secteurs de la droite et du patronat ne sont plus tellement sûrs aujourd'hui d'accepter l'héritage empoisonné qui leur sera légué dans quelques semaines.

⁵ Graeme Allwright, *op.cit.*

Le paysage social ravagé que laissera derrière lui ce gouvernement dit de gauche est tellement inquiétant qu'il alimente l'ardeur des spéculateurs qui continuent à penser que le franc devra être dévalué, non pour des raisons strictement économiques, mais en raison de la nécessité de dégager une marge de manoeuvre sur le terrain social. C'est donc en Bourse que sera tiré le bilan du mitterrandisme : il y a dans ce destin une certaine logique.

Mais il s'agit bien sûr de tout autre chose que de lubies ou de manies individuelles : Bérégovoy n'est évidemment pas la cause de la crise capitaliste. Sous une forme caricaturale, sa politique monomaniacale exprime parfaitement le fonctionnement étriqué du capitalisme contemporain : son champ d'efficacité et de légitimité tend à se rétrécir, et il n'existe aucune voie lui permettant de reconstituer les conditions qui lui ont permis, durant les années soixante, de traverser un éphémère - et tout relatif - « âge d'or », aujourd'hui bien oublié.